

COURT OF APPEAL OF
NEW BRUNSWICK



COUR D'APPEL DU
NOUVEAU-BRUNSWICK

56-18-CA

HER MAJESTY THE QUEEN in Right of THE
PROVINCE OF NEW BRUNSWICK, as
represented by the Minister of Education and Early
Childhood Development

APPELLANT

- and -

MARC HENRIE and NADINE ARSENAULT

RESPONDENTS

- and -

CONSEIL D'ÉDUCATION DU DISTRICT
SCOLAIRE FRANCOPHONE SUD

RESPONDENT

- and -

CONSEIL D'ÉDUCATION DU DISTRICT
SCOLAIRE FRANCOPHONE NORD-EST

INTERVENOR

Motion heard by:
The Honourable Justice LaVigne

Date of hearing:
August 1, 2018

Date of decision:
August 1, 2018

Counsel at hearing:

For the Appellant:
Denis G. Thériault and Isabel Lavoie Daigle

SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DE LA
PROVINCE DU NOUVEAU-BRUNSWICK,
représentée par le ministre de l'Éducation et du
Développement de la petite enfance

APPELANTE

- et -

MARC HENRIE et NADINE ARSENAULT

INTIMÉS

- et -

CONSEIL D'ÉDUCATION DU DISTRICT
SCOLAIRE FRANCOPHONE SUD

INTIMÉ

- et -

CONSEIL D'ÉDUCATION DU DISTRICT
SCOLAIRE FRANCOPHONE NORD-EST

INTERVENANT

Motion entendue par :
l'honorable juge LaVigne

Date de l'audience :
le 1^{er} août 2018

Date de la décision :
le 1^{er} août 2018

Avocats à l'audience :

Pour l'appelante :
Denis G. Thériault et Isabel Lavoie Daigle

For the Respondents Marc Henrie and Nadine
Arsenault:
Basile Chiasson, Q.C. and Jessica Whelton

For the Respondent Conseil d'éducation du district
scolaire Francophone sud school district Education
Council:
Christian E. Michaud, Q.C.

For the Intervenor Conseil d'éducation du district
scolaire Francophone nord-est school district
Education Council:
Michel Doucet, Q.C

Pour les intimés Marc Henrie et Nadine Arsenault :

Basile Chiasson, c.r., et Jessica Whelton

Pour l'intimé Conseil d'éducation du district
scolaire francophone sud :
Christian E. Michaud, c.r.

Pour l'intervenant Conseil d'éducation du district
scolaire francophone nord-est :
Michel Doucet, c.r.

DÉCISION
(Oralement)

I. Introduction

[1] Le Conseil d'éducation du district scolaire francophone nord-est sollicite la permission d'intervenir comme partie additionnelle dans cet appel en vertu de la règle 15 des *Règles de procédures*. Il allègue un intérêt direct dans le litige et demande la permission de déposer un mémoire et faire des arguments oraux lors de l'audience de l'appel. L'appelante s'oppose à la demande. Les intimés Marc Henrie et Nadine Arsenault appuient la demande. La position du Conseil d'éducation du district scolaire francophone sud n'est pas arrêtée, mais il n'est pas en mesure ce matin d'appuyer la demande.

II. Contexte

[2] Entre autres, l'appel soulève des questions qui porteront sur les points suivants :

- l'interprétation à être donnée à l'article 3.1 de la *Loi sur l'éducation*, L.N.-B. 1997, c. E-1.12, et à la Politique 409 – Planification pluriannuelle de l'infrastructure scolaire; des questions portant sur le droit de gestion des Conseils d'éducation de district scolaire; et
- l'interprétation de l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés* traitant de l'éducation dans la langue de la minorité linguistique; une question d'intérêt public. Plus spécifiquement, l'avis d'appel soulève des questions concernant le rôle, les intérêts et les pouvoirs du Ministre, du gouvernement et des conseils d'éducation de district.

[3] Le CEDSF Nord-Est dit suivre de près tous les dossiers portant sur l'éducation en langue française et notamment tous les dossiers qui portent sur

l'interprétation des dispositions de la *Loi sur l'éducation* et les articles 16.1 et 23 de la *Charte*. Personne n'en doute. Il est d'avis qu'une décision rendue dans ce dossier pourrait avoir un impact direct sur son mandat et son rôle; alors, il veut pouvoir expliquer les répercussions qu'une telle interprétation plutôt qu'une autre pourrait avoir sur lui.

[4] S'il obtient la permission d'intervenir, le CEDSF Nord-Est dit vouloir présenter des arguments portant, entre autres, sur l'importance d'une interprétation contextuelle et libérale du droit de gestion pour témoigner de l'importance de l'éducation en milieu minoritaire. Selon le CEDSF Nord-Est, ces arguments assisteront la Cour dans la détermination de la réponse qu'elle doit donner aux questions soulevées par cet appel. Il se peut que les autres intimés ne s'attardent pas à ces questions.

[5] Le CEDSF Nord-Est n'a pas l'intention de traiter de questions factuelles précises du dossier ou de présenter des arguments portant sur le bien-fondé de fermer ou de maintenir ouverte l'École de Saint-Paul-de-Kent, laquelle est au centre du différend entre les parties à cette instance.

III. Analyse

[6] La décision d'accorder la permission d'intervenir comme partie additionnelle est discrétionnaire. Dans *Allsco Building Products Ltd. c. United Food and Commercial Workers International Union, Local 1288P* (1998), 207 R.N.-B. (2e) 346, [1998] A.N.-B. no 527 (C.A.) (QL), le juge d'appel Ryan affirme:

[TRADUCTION]

La décision d'accorder la permission d'être ajouté comme partie est purement discrétionnaire. Les parties au litige ne doivent pas être gênées dans leur action en justice et le requérant doit avoir quelque chose d'important à ajouter à la question dont la cour est saisie, par exemple une compétence pertinente dont la cour serait autrement privée. De plus, la demande doit être présentée en temps opportun, un élément à prendre en considération en l'espèce. Le requérant sera en position de force s'il a un intérêt réel important dans le litige ou risque d'être lésé par le jugement

éventuel; il ne suffit pas de s'intéresser sérieusement à l'objet du litige. [par. 4]

[7] De plus, il confirme que : [Traduction] « Rien dans le libellé de la règle 15.02 n'indique que l'intérêt dans le litige doit être direct » (par.6). Un peu plus loin, il ajoute :

[Traduction]
Il se peut fort bien qu'une cour soit portée à accorder cette qualité lorsque l'intérêt du requérant dans le litige est direct, et qu'un intérêt indirect soit moins susceptible de persuader la cour à moins d'être soutenu par un argument secondaire comme l'aide à la résolution des questions en litige. [par. 6]

[8] La Cour est revenue sur cette question récemment dans l'affaire *MacQueen c. Town of Grand Bay-Westfield et autre*, 2017 NBCA 61, [2017] A.N.-B. no 317 (QL), aux par. 2 et 3, en citant les par. 4 à 6 de l'affaire *Allsco*.

[9] Il n'a pas été allégué que l'ajout du CEDSF Nord-Est comme intervenant entraînerait des retards ou des préjudices indus dans la détermination des droits des parties. L'audition de l'appel est prévue pour le 23 octobre 2018, et le requérant est prêt à déposer son mémoire dans les délais fixés pour les parties intimées.

IV. Dispositif

[10] Je suis d'avis que le requérant a un intérêt dans le litige et que la Cour pourrait bénéficier des arguments que le CEDSF Nord-Est lui fournira. J'accueille sa motion.

[11] L'intitulé de l'instance sera modifié de sorte à identifier le Conseil d'éducation du district scolaire francophone nord-est en qualité d'intervenant. Le requérant devra déposer et signifier son mémoire – lequel ne doit pas dépasser 20 pages – dans les délais fixés pour les parties intimées. Je laisse à la formation qui entendra

l'appel, la décision à savoir si le requérant pourra présenter des arguments oraux lors de l'audience.

[12] Je ne traiterai pas de la question des dépens puisqu'aucune partie ne l'a soulevée.

DECISION
(Orally)

[English Version]

I. Introduction

[1] The Francophone nord-est school district Education Council seeks leave to intervene as an added party in this appeal pursuant to Rule 15 of the *Rules of Court*. The Council claims a direct interest in the subject matter of the proceeding and seeks leave to file a submission and present oral argument during the hearing of the appeal. The appellant opposes the application. The respondents Marc Henrie and Nadine Arsenault support the application. The Francophone sud school district Education Council has not yet adopted a final position; however, this morning, it is unable to support the application.

II. Background

[2] The appeal raises, among other things, issues with respect to the following:

- the interpretation to be given to s. 3.1 of the *Education Act*, S.N.B. 1997, c. E-1.12, and to Policy 409 – Multi-year School Infrastructure Planning; issues pertaining to the District Education Councils' right to operate, and
- the interpretation of s. 23 of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*, which deals with minority language educational rights, a matter of public interest. More specifically, the Notice of Appeal raises questions with respect to the role, the interests and the authority of the Minister, the Government and the District Education Councils.

[3] The Francophone nord-est school district Education Council has stated that it closely follows all files relating to French-language education, including those dealing

with the interpretation of the provisions of the *Education Act* and ss. 16.1 and 23 of the *Charter*. No one questions this. The Council is of the view that any decision in this matter could have a direct impact on its mandate and its role. Therefore, it wants to be able to explain what the impact of a certain interpretation, as opposed to another, could mean for the Council.

[4] If it obtains leave to intervene, the Francophone nord-est school district Education Council has stated that it wishes to present arguments concerning, among other things, the importance of a contextual and liberal interpretation of the right to operate in order to reflect the importance of education in a minority setting. According to the Francophone nord-est school district Education Council, these arguments will help the Court in its determination of the answers it must provide to the issues raised in this appeal. It is possible that the other respondents will not raise these issues.

[5] The Francophone nord-est school district Education Council does not intend to address the specific factual issues of this case or present arguments with respect to the merits of closing the École Saint-Paul in Kent County or keeping it open, which is at the heart of the dispute between the parties in this proceeding.

III. Analysis

[6] The decision to allow leave to intervene as an added party is discretionary. In *Allsco Building Products Ltd. v. United Food and Commercial Workers International Union, Local 1288P* (1998), 207 N.B.R. (2d) 346, [1998] N.B.J. No. 527 (C.A.) (QL), Ryan J.A. states:

The granting of leave to be added as a party is purely discretionary. The litigants must not be impeded in their lawsuit and the applicant must have something important to add to the issue before the court, for example a special expertise not otherwise available to the court. In addition, the application must be made in a timely manner, a consideration in this case. The applicant will be in a strong position if the applicant has a genuine and significant

interest in the subject matter or will be adversely affected by the judgment; a serious preoccupation with the subject matter is insufficient. [Para. 4]

[7] Moreover, he confirms the following: “Nowhere in Rule 15.02 is there an indication that the interest in the subject matter of the proceeding must be a direct interest” (para. 6). A little further, he adds:

When the interest of the applicant in the subject matter of the proceeding is a direct interest a court may well be persuaded to grant intervention; an indirect interest may be less persuasive unless supported by a secondary argument such as an assistance in resolving the issues in the proceeding. [Para. 6]

[8] The Court revisited this topic recently in *MacQueen v. Town of Grand Bay-Westfield et al.*, 2017 NBCA 61, [2017] N.B.J. No. 317 (QL), at paras. 2 and 3, quoting paras. 4 to 6 of *Allsco*.

[9] It has not been submitted that the addition of the Francophone nord-est school district Education Council as an intervenor would unduly delay or prejudice the determination of the rights of the parties. The appeal is scheduled to be heard on October 23, 2018, and the moving party is ready to file its submission within the time limit set out for the respondents.

IV. Disposition

[10] I am of the view that the moving party has an interest in the subject matter of this proceeding and that the Court could benefit from the arguments to be provided by the Francophone nord-est school district Education Council. The motion is allowed.

[11] The style of cause shall be amended such as to identify the Francophone nord-est school district Education Council as an intervenor. The moving party shall file and serve its submission – which shall not exceed 20 pages – within the time limit set out

for the respondents. I will leave to the panel hearing the appeal the decision as to whether the moving party can present oral arguments during the hearing.

[12] I will not deal with the issue of costs, as none were sought.